



Situation économique et sanitaire avec la pandémie de coronavirus dans l'Océan Indien au 21 janvier 2021 (n°45)

Madagascar



27 janvier 2021



Une recrudescence de la pandémie de coronavirus est constatée à Madagascar, ces dernières semaines. Les autorités malgaches refusent toujours d'adhérer au projet mondial et gratuit de vaccination.

A Madagascar, la société civile interpelle les autorités concernant la vaccination contre le coronavirus, informe *RFI*. Effectivement, ces derniers temps, une hausse des nouveaux cas est enregistrés sur la Grande Ile. Pourtant, le pays refuse d'adhérer au projet mondial et gratuit de vaccination alors qu'il fait partie des 92 pays en développement à qui il a été proposé de participer à la "Covax Facility".

Il s'agit d'une initiative mondiale d'accès à des doses subventionnées de vaccins contre la Covid-19. Mais, la porte-parole du gouvernement a annoncé, fin novembre, ne pas vouloir s'inscrire sur la liste des pays bénéficiaires.

Le risque est toujours présent Hony Radert, la secrétaire générale du CCOC, le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes a fait part de ses inquiétudes face à cette décision.

Selon ses dires, le risque de Covid-19 est toujours présent à Madagascar, non seulement avec une recrudescence des cas, mais aussi par la présence du variant sud-africain dans toutes les îles voisines : aux Comores, à Mayotte, à la Réunion. "Il y a donc quand même de fortes probabilités qu'il soit aussi déjà présent à Madagascar. Et pour préparer le pays dans la lutte contre la Covid-19, il y a les vaccins qui sont au cœur des enjeux", a-t-elle indiqué.

De nombreuses interrogations Plusieurs questions ont été ainsi posées : pourquoi jusqu'à ce jour Madagascar n'a pas adhéré à ce mécanisme Covax ? Quelles en sont les raisons ? Et quelles sont les alternatives par rapport à cela ? La responsable du CCOC a précisé qu'il est quand même important que l'Etat clarifie nettement et publiquement sa position. Est-ce qu'on aura ou pas un accès facilité aux vaccins pour chaque citoyen ? A son avis, il est impératif que le gouvernement s'exprime et prenne en compte les besoins et les attentes de la population.

Le blocage vient du président de la République Sur ce sujet, plusieurs bailleurs ont confié que l'équipe technique du ministère de la Santé reste favorable au vaccin. "Mais le blocage vient du président de la République lui-même", ont confirmé deux sources distinctes, parmi les experts en santé du pays. "La présidence est-elle prête à payer les conséquences d'une seconde vague alors qu'on aurait pu avoir le vaccin ?" s'est demandé l'un de ces experts en santé. Faire connaître publiquement ce programme

Pour les partenaires techniques et financiers (PTF) qui soutiennent la plupart des projets santé du pays, l'heure est à l'expectative. "Nous ne sommes pas assez réactifs face à la situation" a regretté l'un d'entre eux.

Face à cette situation, la société civile a encouragé tous les acteurs concernés, que ce soit l'Etat ou les PTF, à organiser un débat citoyen. L'objectif est de faire connaître publiquement l'existence et la signification du mécanisme Covax, les opportunités et les contraintes d'un tel projet. La porte reste ouverte Malgré le refus des autorités, plusieurs personnes espèrent que les bailleurs et le ministère de la santé s'entendent pour remettre la question de la vaccination dans les dossiers prioritaires à porter à la présidence, selon *RFI*.

Par ailleurs, Gavi, l'un des deux organismes internationaux qui coordonnent le financement et l'approvisionnement en vaccins, a précisé que la "porte reste ouverte". "Le gouvernement peut toujours demander son adhésion au Covax. Les montants dédiés à l'assistance technique pour assurer la chaîne du froid des vaccins sont toujours mis de côté", a détaillé un membre du Gavi.

La Covid-19 regagne du terrain et commence à inquiéter

Mercredi 27 janvier



La recrudescence des cas de contamination à la Covid-19 de ces dernières semaines commencent à inquiéter la population. La crainte d'une seconde vague et de l'arrivée de la nouvelle variante du virus sèment en effet le trouble.

Partout dans le monde, les autorités restent en alerte, pourtant à Madagascar, la manque de communication des gouvernants est pointée du doigt.

Dans un communiqué, le FFKM a manifesté son souhait de voir un un rapport clair des autorités malgaches pour dissiper tous les doutes concernant la gestion de cette épidémie. Il rejoint ainsi les organisations de la société civile qui, une fois de plus, souhaitent plus de transparence dans la gestion de l'épidémie afin que tout un chacun puisse prendre les mesures nécessaires et adaptées à sa situation pour éviter que les impacts de la crise sanitaire ne soit trop importants pour le pays.

Pour le FFKM, les rapports du gouvernement sur la gestion des aides liées à la Covid-19 sont insuffisants. Une manque de transparence qui engendre des tensions au niveau de la population qui ont du mal à s'y retrouver.

De son côté, Transparency International Initiative Madagascar (TI-IM) a effectué hier un atelier de restitution des leçons apprises lors de la première phase de la crise sanitaire à Madagascar, à l'Hôtel Colbert Antananarivo. Il s'agissait de faire un bilan rétrospectif du Covid-19 pour en tirer des leçons et pour permettre d'améliorer la gouvernance lors des phases ultérieures de la crise, surtout en termes de transparence et de redevabilité. Le projet avait une dimension nationale et reposait sur une série de questionnements initiaux liés à la transparence et à l'opportunité des décisions publiques prises en réponse à la crise, mais aussi à l'intégrité des processus engagés (passations de marchés publics, etc.).

Les personnes qui se font dépister se multiplient

Samedi 16 janvier



Le nombre des personnes qui se ruent vers les centres de dépistage de Covid-19 ne cesse d'augmenter ces derniers jours. Incontestablement, l'épidémie regagne du terrain, notamment dans la région Analamanga. A Befelatanana, plus d'une cinquantaine de personnes par jour s'y rendent. Mais le nombre de tests y est limité à 50 en moyenne. L'horaire d'ouverture de ce centre de dépistage y est par ailleurs limité, dans la matinée uniquement, jusqu'à 12h.

La plupart de ceux qui se rendent dans les centres de dépistage présentent des symptômes comme la toux et la fatigue. Les autres soit des cas contacts, autrement dit, en contact avec des personnes contrôlées positives ces derniers jours, soit des personnes ayant un état de santé vulnérable, souvent rongées par l'inquiétude et qui voulaient se rassurer de leur état de santé pour, entre autres, se protéger et protéger leur entourage.

Les différentes annonces et mesures prises par les autorités malgaches, ces derniers temps, semblent également indiquer cette inquiétude, face à un nouveau risque de propagation du Covid-19 dans le pays. C'est le cas notamment de la réouverture prochaine du centre de dépistage gratuit PCR à Andohatapenaka, annoncée par Lova Ranoromaro, directrice de cabinet de la présidence de la République, vendredi. Le conseil de gouvernement de cette semaine indique l'accord du ministère de la Santé publique pour « la campagne de sensibilisation et d'utilisation de CVO plus gélule préventive produit par Pharmalagasy » pour prévenir l'épidémie.

Lova Ranoromaro, a également déclaré qu'il n'y aura pas de reconfinement à Madagascar, « c'est à chaque citoyen de prendre les responsabilités de se protéger à travers le respect des gestes barrières mis en place par l'Etat et chacun doit faire preuve de prudence ». « Si nous ne ferons pas preuve de prudence, les autres mesures sévères appliquées autrefois risquent de revenir », a-t-elle poursuivi.

L'Etat mise surtout sur une sensibilisation des citoyens et les pressions indirectes pour les obliger à se protéger et pour limiter, par ricochet, les risques de propagation du virus. C'est le cas notamment des travaux d'intérêts généraux – curage des canaux d'évacuation ou balayage des rues – pour ceux qui s'obstinent à ne pas porter les masques dans les places publiques.

Ile de la Réunion

Martine Ladoucette: “Il n’y pas eu le même engouement massif des personnes âgées”



28 janvier 2021



Lors de l'inauguration du centre de vaccination de l'Espace Reydellet à Saint-Denis, la directrice générale de l'ARS, Martine Ladoucette, a concédé ce jeudi que le nombre de personnes âgées ou hautement vulnérables vaccinées à La Réunion reste pour l'instant en-dessous des attentes des autorités sanitaires.

Plus de 2000 soignants ont pour l'instant été vaccinés à La Réunion (ce qui est au-dessus des attentes), mais seulement 777 résidents en Ehpad et moins de 200 personnes âgées en centre de vaccination. *“Mon objectif, maintenant, c'est que les personnes âgées ou hautement vulnérables se reconnaissent à travers les bénéfices de la vaccination, a fait valoir la directrice de l'ARS. Je ne vous cache pas que sur les résidents en Ehpad j'aurais préféré qu'il y en ait plus, mais pas campagne de vaccination est encore en cours et on a toujours dit que si des résidents indécis jusqu'à présent changent d'avis, on apportera évidemment les vaccins pour qu'ils puissent se faire vacciner. On sera très attentif à ça. »*

Covid-19 : la distanciation sociale de 2 mètres appliquée aussi à La Réunion



28 janvier 2021



Face à l'apparition de variants de la Covid-19, le Haut Conseil de la Santé publique recommande une distanciation de 2 mètres entre les personnes ne portant pas de masque et l'utilisation de 3 types de masques certifiés. Ces mesures publiées au décret n°2021-76 du 27 janvier 2021 s'appliquent désormais à La Réunion.

Communiqué de la Préfecture :

Renforcement des mesures de lutte contre la Covid-19 et ses variants Face à l'apparition de variants de la Covid-19, le Haut Conseil de la Santé publique recommande une distanciation de 2 mètres entre les personnes ne portant pas de masque et l'utilisation de 3 types de masques certifiés.

Le variant sud-africain appelé B.1.351 ou 501Y.V2 a été identifié dans 23 pays à travers le monde ; 9 cas ont été diagnostiqués à La Réunion depuis le 17 janvier 2021 auprès des patients positifs à la Covid-19. Si Santé Publique France indique qu'aucun élément, pour l'heure, permet de certifier que ce variant serait responsable de formes plus sévères de la Covid-19, son niveau de contagiosité serait plus élevé. Le renforcement des mesures barrière est donc nécessaire pour lutter contre une propagation qui exposerait gravement le système hospitalier réunionnais dans une période d'évolution conjointe de l'épidémie de coronavirus et de dengue.

Distanciation sociale de 2 mètres Cette mesure est une protection supplémentaire qui vise à réduire de 50% le risque de contamination notamment dans un contexte d'apparition du variant à La Réunion.

A compter du 28 janvier, la distanciation sociale de 1 mètre entre deux personnes s'appliquant en tout lieu et toute circonstance est étendue à 2 mètres. Au sein des établissements recevant du public de type N soit les restaurants et les débits de boissons une distance minimale de 2 mètres doit désormais être garantie entre les chaises de deux tables différentes si une paroi fixe ou amovible n'assure pas une séparation physique. Cette règle de distance ne s'applique pas aux chaises d'une même table de six personnes au maximum.

Ile Maurice

Covid-19 : L'Inde fournira des vaccins à Maurice



15 novembre 2021



L'Inde, un des principaux producteurs de vaccins au monde, compte offrir 20 millions de doses du vaccin contre le coronavirus à des pays voisins et amis, dont Maurice. Une première cargaison serait acheminée au cours des deux prochaines semaines, rapporte Bloomberg News, citant des sources non-identifiées.

Une entité étatique achètera les vaccins auprès de la Serum Institute of India Ltd. Cette compagnie produit en masse le vaccin développé par AstraZeneca Plc et l'Université d'Oxford. Le seconde source sera Biotech International Ltd.

Les pays récipiendaires sont le Bangladesh, Sri Lanka, Afghanistan, Seychelles et Maurice. Une partie des vaccins serait être sous forme de dons, selon Bloomberg News.

Ce stock additionnel de vaccins s'ajoute à celui que l'Etat a sécurisé sous la Covax Initiative et couvrant 20% de la population. Le pays s'est fixé comme objectif de vacciner 60% de la population.

Prévision de Moody's : une croissance de 7,8 % pour Maurice en 2021



15 janvier 2021



L'agence de notation américaine estime que les perspectives sont négatives pour le pays.

Alors que des économies africaines les plus dépendantes du tourisme progresseront à une vitesse moindre que la moyenne historique cette année-ci, Maurice serait un principal bénéficiaire de la reprise mondiale dans le secteur.

«Pays de l'Afrique sub-Saharienne le plus dépendant du tourisme pour sa croissance, Maurice enregistrera une croissance historique de 7,8 % en 2021 après une contraction de presque du double en 2020 », fait ressortir Moody's Investors Service. Dans ses perspectives pour la région en date du mercredi 13 janvier, les auteurs du rapport soulignent que la croissance sera boostée, en partie, par les bénéfices potentiels de l'évolution du vaccin sur la reprise dans le tourisme mondial.

Notons que le pays devrait enregistrer une contraction de 15,2 % dans le Produit Intérieur Brut en 2020. Avant la deuxième vague ayant frappé de plein fouet des principales partenaires économiques, le Fonds monétaire international estime que la reprise en 2021 serait sous forme d'une croissance de 10 % par rapport à 2020.

Des 1,4 million de visiteurs en 2019, le nombre a chuté de quelque 78 % pour atteindre 308 980 l'année dernière. Selon le dernier relevé mensuel de Statistics Mauritius en date du mercredi 13 janvier, le nombre de touristes en décembre a reculé de 99,3 % pour chuter à 1,042. En termes de revenus, la baisse est de 66 %, a indiqué la Banque de Maurice en décembre dernier.

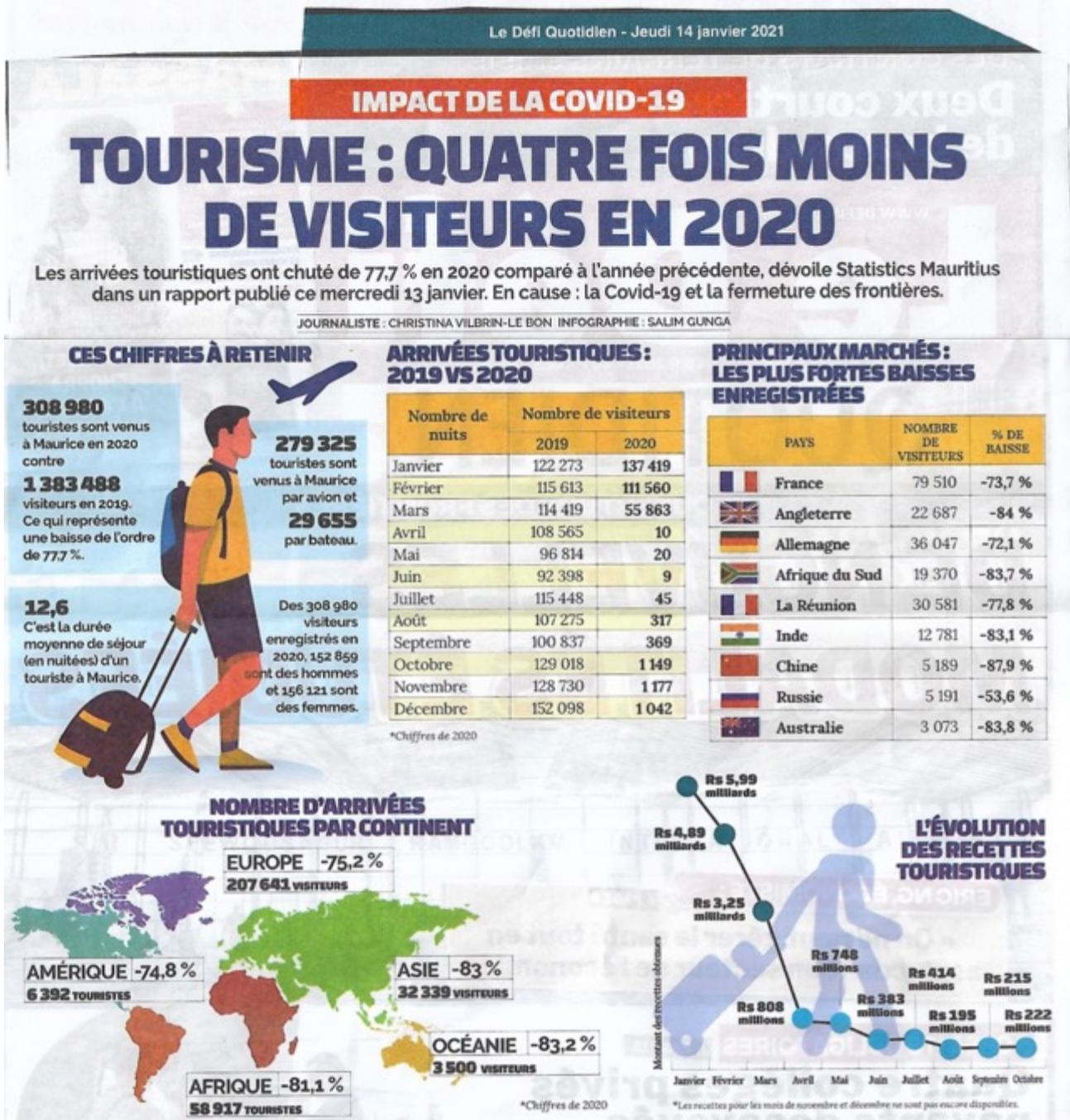
D'ailleurs, c'est cet impact négatif de la Covid-19 sur le tourisme qui a poussé l'agence de notation américaine à revoir les perspectives du pays de stables à négatives pour l'économie mauricienne. Elle a aussi pris en considération son

poids en termes d'activité économique et les revenus (Rs 63,1 milliards). La note pour le pays est néanmoins maintenue à Baa1. Ce qui signifie que les investisseurs peuvent prêter de l'argent avec un faible risque de non-remboursement.

Ceci étant dit, Maurice dispose de multiples avantages. Moody's Investors Service cite à cet effet le poids des prêts étrangers dans l'endettement public. À fin septembre, la somme due aux institutions étrangères a été de Rs 89,5 milliards, soit 20,8 % du montant total. Comparé à des pays, comme l'Angola (deuxième pays producteur du pétrole au pays) et l'Éthiopie, la pression sur la roupie serait moindre. Idem pour l'inflation, font ressortir les analystes de Moody's.

Autre avantage de la juridiction mauricienne est son secteur bancaire et financier. Tout comme l'Afrique du Sud, le marché mauricien des capitaux est profond, minimisant les risques de liquidités en 2021. À titre d'exemple, la Trésorerie publique a levé Rs 2 milliards par le biais d'émission d'obligations ayant 10 ans de maturité. L'exercice d'enchères mené par la Banque de Maurice a attiré des offres totalisant Rs 5,1 milliards.

Cependant, rappellent les rédacteurs du rapport, le tourisme en territoire négatif aura une incidence sur la balance du compte courant de Maurice. Selon les projections de l'agence américaine de notation, le déficit atteindrait un niveau « historique » de 9,5 %.



Ile de Mayotte

COVID-19 Le virus continue de progresser



Vendredi 29 janvier 2021

L'augmentation des cas positifs au coronavirus a conduit la directrice de l'Agence Régionale de Santé (ARS), Dominique Voynet, à communiquer par une conférence téléphonique avec les différents médias de l'île, hier en fin de matinée. Sans attendre une aggravation de la situation, la directrice a fait appel à la réserve sanitaire nationale pour une trentaine de personnes dont la plupart sont des infirmières et des infirmiers qui étaient déjà venus à Mayotte pendant la première vague. Elle a eu recours également au service de santé des armées et 4 militaires sont arrivés hier matin pour préparer la venue d'une trentaine de membres du personnel de santé des armées qui s'occuperont de 5 lits supplémentaires. Enfin il est envisagé d'augmenter les évacuations sanitaires vers la Réunion en commençant dans un premier temps par des patients non atteints par le COVID-19.

Compromis entre efficacité et responsabilité

Les maires des communes de Petite-Terre et de Bouéni ont été consultés avant que ne soit prise la décision de confinement pour leurs administrés. Le taux d'incidence de l'épidémie dans leurs communes a rendu cette mesure nécessaire : « Il fallait intervenir maintenant ». Des mariages, des vœux, des déplacements... ont été l'occasion de négliger les gestes de protection et d'augmenter les contaminations.

En dépit de l'anxiété, de l'angoisse et des divers désagréments que cette situation engendre, il va falloir être extrêmement vigilant pendant 15 jours pour essayer de casser cette mécanique » A déclaré la patronne de l'ARS.

Les vaccinations

Une gestion très méticuleuse des 975 doses de vaccin reçues va permettre de vacciner environ 1170 personnes cette semaine. 6 doses ont été prélevées dans chaque flacon qui initialement était prévu pour 5... Quant à la semaine prochaine, les doses nécessaires sont déjà arrivées à Longoni. En ce qui concerne la semaine suivante, une livraison, qui sera le double des précédentes, est attendue. Cela permettra ainsi d'accroître les vaccinations.

Tout le personnel hospitalier de plus de 50 ans a été vacciné et dans les services de la réanimation et des soins aux patients contaminés par le coronavirus, tout le monde a été vacciné sans distinction des âges...

Une séance nocturne a donné l'occasion de vacciner entre 15 et 20 professionnels de santé qui n'avaient pas pu le faire auparavant. Outre hier, ce vendredi se déroule la vaccination des insuffisants rénaux qui nécessite des techniques particulières.

La semaine prochaine, l'extension de la vaccination concernera les fonctionnaires de la Police Aux Frontières (PAF) et les surveillants du centre pénitencier. Il va être procédé à l'installation de centre de vaccinations dans les zones confinées. Enfin le délai entre la première et la deuxième injection va être raccourci, la réception d'une quantité plus importante de vaccins autorisera à effectuer le rappel plus tôt

Les relations régionales

Alertées sur une multiplication des Accidents Cardio-Vasculaires (AVC) des patients touchés par le virus à Madagascar, Dominique Voynet a dit qu'elle allait se renseigner pour apporter une aide éventuelle en fournissant des médicaments qui évitent ces complications.

Si la Réunion dispose maintenant d'un équipement qui permet de vérifier une centaine de tests pour voir s'il s'agit de formes mutantes du coronavirus ou de la souche initiale, les prélèvements de Mayotte sont toujours envoyés en métropole. Les résultats parviennent au bout d'une quinzaine de jours, aussi de nouveaux tests qui pourront être traités sur place sont impatiemment attendus. Elle a également précisé que sur les 124 échantillons revenus de métropole le 26 janvier, 50 étaient positifs au mutant sud africain et un au mutant anglais. Ce dernier ayant été détecté sur un voyageur en provenance de Dubaï. La directrice de l'ARS a également précisé que pour l'heure il n'y avait aucune certitude sur la dangerosité plus grave du mutant sud africain par rapport au virus de base. " Nous ne savons pas, mais nous avons mis en place un réseau de surveillance des cas et nous testons systématiquement tous les malades pour savoir s'ils sont atteints par le sud-africain ou autre. " A-t-elle précisé. Dominique Voynet a précisé aussi qu'en terme de statistiques, ces dernières allaient être revues de manière à mieux définir les décès liés uniquement au Covid.

Dominique Voynet a terminé sa conférence par une consigne : « Restons forts et courageux ».

Union des Comores

Fermeture des mosquées et toilette mortuaire | Le Muftorat appelle au respect du protocole établi



28 janvier 2021

Al-watwan

Le premier journal des Comores

Les oulémas sont catégoriques sur la question de la fermeture des mosquées et de la toilette mortuaire. Ils appellent à ne pas s'acharner contre les autorités compétentes, notamment concernant les funérailles. Les oulémas appellent au respect du protocole établi concernant les morts de la covid-19. Par rapport aux prières collectives, ils font savoir que la religion, à travers le Coran et les hadiths du prophète (Psl) déconseillent les regroupements.

Au lendemain du discours de chef de l'Etat, Azali Assoumani, le muftorat s'est exprimé sur le renforcement des mesures barrières notamment la fermeture des mosquées. Une décision loin de faire l'unanimité. Foundi Ali Ahamada (communément appelé Ali Hadji) a tenu à rappeler que la décision présidentielle de fermer temporairement les mosquées par mesure de prévention contre la propagation du Covid-19 a été prise en commun accord avec les oulémas. «Cette question a été bien expliquée lors de la première vague», a-t-il rappelé.

Pour docteur Abdoulhakim Mohamed Chakir «beaucoup de choses, notamment une forte pluie orageuse, une guerre, une maladie contagieuse, peuvent empêcher les gens d'effectuer des activités religieuses comme les prières collectives». Cet enseignant à la faculté Imam Chafiou appelle la population à ne pas trop s'emporter sur ce sujet. «La question a été abordée à plusieurs reprises dans plusieurs livres et même sur le Noble Coran. Aujourd'hui encore, nous n'allons pas contrarier les propos de notre seigneur et du prophète Muhammad (Psl)», devait-il insister, rassurant que la décision du chef de l'Etat est partagée par les oulémas, laquelle décision vise à limiter la propagation rapide du covid-19. Ce proche du mufti de la République précise que le virus circule partout et les voies de contamination sont nombreuses.

«Personnellement, je suis d'accord et je respecte ces propos par conséquent je vais toujours faire les prières chez moi. J'irai pas prier les prières de vendredi à la grande mosquée», a-t-il déclaré. Concernant la procédure à suivre pour le lavage mortuaire des personnes victimes d'une épidémie, d'après les oulémas, il existe plusieurs méthodes pour le lavage mortuaire et ces dernières en dépendent respectivement de la cause première. Pour cela, pour laver les dépouilles, l'on doit prendre en considération toutes les mesures prises pour les décès. «Ne nous acharnons pas contre les autorités sanitaires, responsables hospitaliers, ou encore le personnel soignant. En cette période et avec la pandémie qui sévit le pays, il n'y a aucune raison de jouer avec ces mesures. On ne doit pas nous battre pour les morts et au péril de nos vies», a-t-il mis en garde.

Covid-19 | Les écoles demeurent toujours fermées à Mwali



27 janvier 2021

Al-watwan

Le premier journal des Comores

Si sur le reste du territoire, les établissements scolaires et universitaires ne sont pas concernés par les mesures, à Mwali, ils resteront fermés au moins pendant 10 jours. «Il n'y aura pas encore de classe, une période de dix jours sera observée puis les responsables de l'Education et de la Santé statueront sur la suite à donner», a déclaré Mohamed Said Fazul.

Le gouverneur de l'île de Mwali, Mohamed Said Fazul, a annoncé, dans un point de presse hier, la fermeture prolongée des écoles dans l'île. Cette déclaration intervient vingt-quatre heures après le discours à la nation du président de la République au cours duquel il a réenclenché les mesures anti Covid-19.

Si sur le reste du territoire, les établissements scolaires et universitaires ne sont pas concernés par les mesures, à Mwali, ils restent fermés. «Il n'y aura pas encore de classe, une période de dix jours sera observée puis les responsables de

l'Education et de la Santé statueront sur la suite à donner», a déclaré le locataire du palais de Bonovo (siège du gouvernorat).

Le gouverneur a profité pour rappeler aux habitants de l'île de Mwali que le combat contre la Covid-19 était toujours de mise. « Les mesures prises ici en décembre dernier restent les mêmes », devait-il déclarer devant les journalistes. Le premier magistrat de l'île a exhorté ses administrés «à se souvenir de la période noire qu'ils viennent seulement de traverser, appelant de ses vœux à ce qu'elle ne se reproduise plus».

L'heure, selon lui, est à la concorde et au sursaut national pour l'intérêt de la nation. « Nous avons un combat à gagner ensemble, quel que soit notre bord politique, c'est de vaincre cet ennemi invisible afin de sauver le peuple comorien », a-t-il plaidé. A la diaspora, il dira de cesser «de manipuler la population, car même les grandes puissances sont dépassées par cette crise sanitaire, alors serrons-nous la main pour combattre ensemble cette épidémie ».

Même si la situation sanitaire semble s'être apaisée cette semaine à Mwali, à en croire les chiffres communiqués, le gouverneur appelle à ne pas baisser la garde. «Le virus est toujours là, il est dans nos îles, nous devons nous préserver en respectant les mesures barrières si nous ne voulons pas revivre une deuxième fois le terrible drame qui a secoué la nation toute entière».

Maintenant la vie doit reprendre même si ce sera de façon graduelle. Ainsi, le conférencier a annoncé la reprise partielle des vols, après leur suspension il y a quelques semaines. « Nous commencerons d'abord avec 3 vols par semaine, avec une application stricte du protocole sanitaire, la coordination anti Covid-19 de l'île en précisera les conditions et les modalités », a-t-il déclaré. A Mwali, les écoles étaient fermées après un taux de contagiosité assez élevée.

Ministère des Finances « 2021, l'année des chantiers »



14 janvier 2021

Al-watwan

Le premier journal des Comores

Dans une conférence de presse tenue hier dans son bureau, l'argentier de l'Etat est revenu sur son bilan de l'année précédente et les perspectives de 2021. Pour lui, «2021, c'est l'année de l'espoir, l'année des chantiers», mais aussi l'année de la lutte contre la Covid-19.

Le ministre des Finances a convié la presse hier dans son bureau pour présenter son bilan de 2020 et exposer les perspectives de l'année 2021. Entouré des membres de son cabinet, Saïd Ali Saïd Chayhane a tenu à souligner que «l'année 2020 a été marquée par la crise de la Covid-19 qui a poussé le gouvernement à procéder à des mesures barrières qui n'ont pas malheureusement pas été suivies ces derniers temps. Une pandémie qui s'ajoute aux difficultés liées à la catastrophe du cyclone Kenneth».

Saïd Ali Saïd Chayhane ajoute que «pour pouvoir survivre et lutter contre la Covid-19, nous avons pris des mesures d'accompagnement pour soutenir le secteur privé et les sociétés d'Etat qui étaient contraintes de fermer comme l'Adc, Com'Air assistance et Anaqm. Nous avons également débloqué 300 millions pour accompagner la filière de la vanille et suspendu la vignette automobile pour accompagner, ce qui a représenté un manque à gagner de 400 millions».

Le conférencier reviendra aussi «sur la mobilisation du gouvernement pour éviter une crise alimentaire dans une période où la majorité des pays avaient fermé leurs frontières». «Nous nous sommes battus pour éviter de tomber dans une crise alimentaire au-delà de la crise sanitaire et économique», avance l'argentier de l'Etat pour qui «l'année 2020 a été, en général bien maîtrisée malgré les multiples difficultés engendrées par le Coronavirus et le cyclone Kenneth».

Le conférencier a, par ailleurs, dévoilé les perspectives du gouvernement à travers son ministère. Saïd Ali Saïd Chayhane a ainsi déclaré que cette année «il y a de l'espoir vis-à-vis des investissements du pays». «Pour les perspectives de l'année 2021, il y a de l'espoir. Il suffit de regarder les chantiers en cours pour comprendre que nous allons réussir tout en gérant la Covid-19», a-t-il dit avant de citer certains projets en cours à l'exemple de «la construction des infrastructures routières. À Ndzuani, il y a la route de Mutsamudu-Sima financée par le Fonds Saoudien comme celle de Lingoni, Moya, mais aussi Domoni-Nyumakele. À Mwali, il y a la voirie urbaine de Fomboni, mais aussi la route Fomboni-Nyumashuwa. À Ngazidja, il y a la route Moroni-Fumbuni en construction entre autres. Nous sommes aussi en train de chercher les moyens pour la construction de la route Mitsamihuli-Shezani».

Saïd Ali Saïd Chayhane reviendra aussi sur la construction de l'hôpital El-Maarouf sur fonds propres. La question énergétique a également été abordée. Il a montré que le gouvernement a mis tous les moyens à sa disposition pour résoudre ce problème. Interrogé sur la question de la hausse des taxes douanières de certains produits, le ministre des Finances et du Budget rétorque «qu'il y a aussi des produits que nous avons diminué les taxes. Nous avons une urgence sanitaire qui est au-dessous de tout, nous avons réduit les taxes des produits sanitaires et augmenté certains produits pour équilibrer le budget de l'Etat».

Seychelles

Les Seychelles prévoient d'administrer la deuxième dose du vaccin COVID-19, le 7 février



28 janvier 2021



Au 27 janvier, plus de 25 000 personnes avaient reçu la première dose d'un vaccin, ce qui représente 27% de la population totale.

Le gouvernement des Seychelles envisage le 7 février comme la date à laquelle les agents de santé commenceront à administrer la deuxième dose du vaccin COVID-19 à la population, une étape qui rapprocherait la nation insulaire de son objectif d'immunité collective d'ici mars. Le directeur général de l'Agence des soins de santé, Danny Louange, a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse que l'administration de la deuxième dose serait plus facile car il y a moins de processus à suivre. "Avec la première dose, il y a un formulaire de consentement qui doit être signé, la promotion de la santé doit être faite pour informer les gens sur le vaccin qu'ils prennent. Pour la deuxième dose, vous passeriez moins de temps dans un centre donc nous pourrions vacciner plus de personnes pendant la même période », a déclaré Dr. Louange.

Au 27 janvier, plus de 25 000 personnes avaient reçu une première dose d'un vaccin, ce qui représente 27% de la population totale. Le pays espère vacciner 70 000 personnes afin d'obtenir l'immunité collective ; à ce jour, 37 pour cent de cet objectif ont été atteints. Un total de 21 507 doses de Sinopharm et environ 4 000 doses de Covishield ont été administrées. « À ce jour, nous avons presque fini d'administrer leur première dose à environ 23 000 personnes, ce qui signifie que nous avons presque atteint l'objectif de 25 000 premières doses de Sinopharm que nous nous étions fixés. Les 25 000 doses restantes doivent être administrées en tant que deuxième dose et cela commencera le 7 février », a déclaré Dr. Louange.

Il a ajouté qu'avant la date, lui et son équipe espèrent terminer l'administration des premières doses de Covishield. « Nous avons quatre centres administrant Covishield et nous couvrons environ 2 000 personnes par jour. À partir de samedi, tous nos centres commenceront à administrer Covishield et comme le taux de participation est vraiment élevé pour Covishield, il nous est facile d'atteindre notre objectif alors nous ne pensons pas que nous aurons un problème en administrant la deuxième dose », a déclaré Dr. Louange.

Il existe actuellement six centres de vaccination dans le pays. Des négociations sont en cours pour recevoir les 40 000 doses de vaccin restantes dont le pays a besoin pour vacciner 70 pour cent de la population. Aucune date n'a été fixée pour la livraison de ce lot de vaccins. "Nous faisons de notre mieux pour l'obtenir d'ici la fin de la semaine prochaine ou celle d'après. Notre stratégie était de couvrir les travailleurs de la santé, les travailleurs de première ligne, les travailleurs essentiels et maintenant nous ciblons les personnes de plus de 60 ans, ensuite nous commencerons à administrer le vaccin aux personnes atteintes de maladies chroniques âgées de moins de 60 ans. Le reste sera utilisé pour vacciner le grand public », a déclaré Dr. Louange. Sur la question des visiteurs souhaitant se rendre aux Seychelles, le commissaire à la santé publique, Jude Gedeon, a déclaré qu'à l'heure actuelle, très peu de personnes ont envoyé leurs certificats de vaccination.

Pour se rendre aux Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, un visiteur doit fournir la preuve qu'il a reçu les deux doses d'un vaccin COVID-19, avec un minimum de deux semaines écoulées depuis la dernière dose. Les visiteurs doivent également fournir un test PCR négatif effectué 72 heures avant le voyage.

Dr. Gedeon a déclaré que le principal problème avec cela, "est la vérification de l'authenticité du certificat, comme avec le test PCR, avec lequel nous avons eu pas mal de problèmes pour savoir quels certificats sont authentiques et lesquels ne pas accepter." « Nous travaillons avec les ambassades afin qu'elles puissent nous fournir des échantillons de certificats délivrés par différents centres dans leur pays afin que nous puissions contre-vérifier quand une personne envoie son certificat. Les gens peuvent toujours simuler un certificat de vaccination et si vous ne faites pas attention, vous allez laisser entrer des gens qui disent qu'ils ont été vaccinés », a déclaré Dr. Gedeon.

Il a ajouté qu'au moment où une personne envoie un certificat, si le ministère de la Santé n'est pas sûr que le certificat soit authentique, les agents demanderont également un test d'anticorps pour prouver que la personne a des anticorps contre le COVID-19.

Afrique et Océan Indien

26/01/2021

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Brèves économiques Afrique de l'Est et Océan Indien

Actualités Régionales

Covid19 : Evolution de la situation sanitaire.

Pour la 3^{ème} semaine consécutive, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI augmente cette semaine (+ 10 081 soit une augmentation de 2,9 % ; contre +10 296 la semaine passée) alors que le rythme mondial s'établit à - 15 %. En Ouganda, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires repart à la hausse (959, contre 531 la semaine passée) ; mais baisse au Kenya, avec 816 nouveaux cas (contre 898). Pour la 4^{ème} semaine d'affilée, les nouveaux cas augmentent au Rwanda et atteignent + 1 797, chiffre le plus élevé recensée dans le pays. **La hausse du nombre de cas la plus forte est aux Comores (+43,3 % contre +37,1 % la semaine passée).**

Pays/Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	10/1	17/1	26/1	10/1	17/1	26/1
Burundi	986	1236	1472	2	2	2
Comores	1 150	1 577	2260	18	41	70
Djibouti	5866	5903	5918	61	61	61
Erythrée	1556	1877	1940	6	6	6
Ethiopie	127792	130772	133298	1985	2029	2063
Kenya	98184	99082	99898	1704	1728	1740
Madagascar	17767	18001	18301	262	267	273
Maurice	539	547	556	10	10	10
Rwanda	9461	10850	12647	118	140	172
Seychelles	502	689	1033	1	1	3
Somalie	4726	4744	4754	130	130	130
Soudan du Sud	3640	3693	3773	63	63	64
Soudan	23316	26279	28522	1468	1603	1722
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	37554	38085	39044	301	304	317
Total AEOI	333548	343844	353925	6150	6406	6654

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE

Publication du service économique régional de Nairobi, des services économiques Addis-Abeba, Tananarive, Dar Es Salam, Kampala, Khartoum et des Ambassades de France au Rwanda et à Djibouti

L'économie africaine 2021 : l'AFD insiste sur le rôle de l'agriculture et du secteur privé. Dans son ouvrage, l'Agence Française de Développement (AFD) souligne la résilience du continent africain face à la crise sanitaire et économique. L'Afrique représente ainsi 4,7 % des cas de contamination de covid-19, pour 17 % de la population mondiale, et voit son activité économique reculer de -2,7 % contre -4,4 % à l'échelle mondiale. L'AFD souligne également la relative résistance de l'Afrique de l'Est, du fait de sa faible dépendance aux exportations de matières premières extractives. Plus généralement, les économies africaines les moins touchées par la crise sont selon l'AFD celles disposant d'un marché intérieur important, d'un secteur privé développé et d'une agriculture résiliente. La ZLECAF pourrait ainsi contribuer au renforcement des économies africaines à l'avenir, en réduisant leur dépendance aux marchés extérieurs.

Les membres fondateurs du C.E.O.I.



Les administrateurs en charge des provinces de Madagascar



Les administrateurs en charge des îles et États d'Outre-mer de l'Océan Indien

